

No. 33782

**FRANCE
and
RUSSIAN FEDERATION**

**Agreement on scientific and technological cooperation.
Signed at Moscow on 28 July 1992**

Authentic texts: French and Russian.

Registered by France on 19 May 1997.

**FRANCE
et
FÉDÉRATION DE RUSSIE**

**Accord de coopération scientifique et technologique. Signé à
Moscou le 28 juillet 1992**

Textes authentiques : français et russe.

Enregistré par la France le 19 mai 1997.

ACCORD¹ DE COOPÉRATION SCIENTIFIQUE ET TECHNOLOGIQUE ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ET LE GOUVERNEMENT DE LA FÉDÉRATION DE RUSSIE

Le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Fédération de Russie, dénommés ci-après les "Parties", dans l'esprit du Traité entre la France et la Russie signé le 7 février 1992², et

- convaincus que la coopération scientifique et technologique est l'un des fondements les plus importants des relations bilatérales et constitue un élément essentiel de leur stabilité ;

- prenant acte de l'expérience positive accumulée par les deux pays dans le développement des relations scientifiques et techniques et reconnaissant la nécessité d'améliorer les réalisations communes ;

- tenant compte de la rapidité du développement des connaissances scientifiques et technologiques et de l'internationalisation de la science et de la technologie ;

- désireux d'adapter la coopération bilatérale dans les domaines de la science et de la technologie aux nouvelles conditions politiques, économiques et sociales liées, en particulier, aux réformes économiques réalisées en Russie, ainsi qu'au processus d'intégration européenne ;

¹ Entré en vigueur le 20 janvier 1993 par notification, conformément à l'article 11.

² Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1728, n° I-30175.

- considérant l'Accord de coopération culturelle (article 7 et 8) signé le 6 février 1992 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Fédération de Russie ;

- conscients de l'importance d'une meilleure coordination des relations franco-russes dans tous les domaines de la science et de la technologie ;

sont convenus de ce qui suit :

- ARTICLE 1 -

Les Parties s'engagent à favoriser le développement de la coopération scientifique et technologique dans des domaines déterminés d'un commun accord sur la base de l'égalité, de la réciprocité et de l'avantage mutuel.

Elles encouragent l'ensemble des relations scientifiques et technologiques entre les deux pays, notamment la coopération sur de grands projets ou programmes.

- ARTICLE 2 -

Les Parties contribuent à l'étude des questions fondamentales liées au développement de la science et de la technologie, y compris la politique scientifique et technologique.

- ARTICLE 3 -

Les Parties développent leur coopération en recherche fondamentale. Dans ce domaine, elles encouragent

les différentes formes d'initiatives bilatérales ou multilatérales visant à soutenir les travaux en commun et à créer les conditions matérielles de leur réalisation.

- ARTICLE 4 -

Compte tenu de l'importance particulière de l'innovation et du progrès technologique dans le développement de leur économie, les Parties s'efforcent d'élargir et d'encourager leur coopération dans les domaines de la recherche industrielle et des nouvelles technologies dans le respect de leur législation et réglementation nationales et de leurs engagements internationaux en matière de propriété intellectuelle et industrielle.

Dans cet esprit, l'établissement de liens entre centres de recherche scientifique et technique, universités, entreprises et organisations intéressés à la valorisation des résultats de la recherche et du développement sera encouragé.

- ARTICLE 5 -

En tenant compte des priorités nationales, les deux Parties favorisent l'élaboration de projets conjoints de recherche et (ou) de développement.

Pour ce faire, elles encouragent les contacts directs entre organismes de recherche, universités et institutions de recherche pouvant conduire éventuellement à des accords spécifiques ou à des programmes de travail conjoints.

- ARTICLE 6 -

Les Parties favorisent l'élaboration de projets communs qui pourraient s'intégrer aux actuels et futurs programmes européens et internationaux, et contribuer à la participation plus active des savants et des spécialistes des deux pays à leur réalisation.

- ARTICLE 7 -

La coopération dans le cadre du présent Accord peut notamment prendre les formes suivantes :

- échanges de scientifiques, de personnels techniques et d'experts,
- séjours de recherche et à vocation technologique,
- organisation de conférences, colloques et de rencontres d'experts,
- réalisation de projets de recherche scientifique et technologique,
- jumelages de laboratoires,
- soutien aux initiatives visant à développer les technopôles et les structures mixtes dans le domaine de la valorisation,
- échanges d'information et de documentation scientifique et technique.

- ARTICLE 8 -

Afin d'assurer la mise en oeuvre du présent Accord, les Parties instituent un Comité Mixte de coopération scientifique et technologique ayant pour mission :

a) de procéder à des échanges d'informations et d'avis sur des questions de politique scientifique et technologique ;

b) de procéder à l'examen et à la discussion des activités menées en coopération et des réalisations obtenues dans le cadre du présent Accord;

c) de préparer et de présenter aux Parties des propositions de programmes de coopération susceptibles de contribuer à la mise en oeuvre du présent Accord, et

d) d'adopter des recommandations concernant l'amélioration des modalités de mise en oeuvre de la coopération.

- ARTICLE 9 -

Chaque Partie désigne ses représentants au Comité Mixte de coopération scientifique et technologique.

Celui-ci se réunit alternativement à Paris et à Moscou à une date fixée par voie diplomatique.

Le Comité Mixte de coopération scientifique et technologique peut, au cas où cela serait nécessaire,

instituer des groupes de travail provisoires sur des domaines concrets de la coopération scientifique et technologique.

- ARTICLE 10 -

En conformité avec leurs législations et réglementations nationales et leurs engagements internationaux, les Parties assurent la protection et, le cas échéant, la répartition équitable des droits de propriété intellectuelle et industrielle lorsque les résultats des travaux conduits en commun dans le cadre de la coopération instituée par le présent Accord sont de nature à conférer de tels droits. Les modalités de répartition de ces droits peuvent faire l'objet d'arrangements particuliers.

La même protection des droits de propriété intellectuelle est assurée par les Parties en ce qui concerne l'information scientifique et technique fournie par une Partie à l'autre dans le cadre de la coopération prévue par le présent Accord.

- ARTICLE 11 -

Chaque Partie notifiera à l'autre l'accomplissement des procédures requises en ce qui la concerne pour l'entrée en vigueur du présent Accord. Celui-ci entre en vigueur à la date de réception de la dernière notification.

Le présent Accord est conclu pour une durée de cinq ans et, par la suite, est reconduit tacitement. Il peut être dénoncé, après un délai de cinq ans, avec un préavis écrit d'un an.

EN FOI de quoi, les représentants des deux Parties,
dûment habilités à cet effet, ont signé le présent Accord.

Fait à Moscou le 28 juillet 1992

en double exemplaire original, en langues française
et russe, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement
de la République française :



HUBERT CURIEN
Ministre de la Recherche
et de l'Espace

Pour le Gouvernement
de la Fédération de Russie :



BORIS G. SALTYSKOV
Vice-Président
du Conseil des Ministres,
Ministre de la Science,
de l'Enseignement supérieur
et de la Politique technologique

[RUSSIAN TEXT — TEXTE RUSSE]

СОГЛАШЕНИЕ МЕЖДУ ПРАВИТЕЛЬСТВОМ ФРАНЦУЗСКОЙ
РЕСПУБЛИКИ И ПРАВИТЕЛЬСТВОМ РОССИЙСКОЙ ФЕДЕ-
РАЦИИ О НАУЧНОМ И ТЕХНОЛОГИЧЕСКОМ СОТРУДНИ-
ЧЕСТВЕ

Правительство Французской Республики и Правительство Российской Федерации, именуемые в дальнейшем Сторонами, руководствуясь Договором между Францией и Россией от 7 февраля 1992 г.,

убежденные в том, что научное и технологическое сотрудничество составляет одну из важнейших основ двусторонних отношений и является важным элементом их стабильности,

принимая во внимание положительный опыт, накопленный в двусторонних научно-технических связях, и признавая необходимость совершенствования такого взаимодействия,

учитывая темпы расширения научных и технологических знаний и интернационализацию науки и технологии,

желая привести двустороннее сотрудничество в области науки и технологий в соответствие с новыми политическими, экономическими и социальными условиями, связанными, в частности, с экономическими реформами в России, а также интеграционными процессами в Европе,

принимая во внимание Соглашение между Правительством Французской Республики и Правительством Российской

Федерации о культурном сотрудничестве от 6 февраля 1992 г.
(статьи 7 и 8),

сознавая важность улучшения координации франко-
российских отношений во всех областях науки и технологии,
согласились о нижеследующем:

Статья I

Стороны обязуются содействовать развитию научного и
технологического сотрудничества в областях, определяемых
по взаимной договоренности, на сбалансированной и
взаимовыгодной основе.

Они будут поощрять осуществление всей совокупности
научных и технологических связей между двумя странами,
и, в частности, сотрудничества по крупным проектам или
программам.

Статья 2

Стороны будут способствовать изучению основополагающих
проблем развития науки и технологии, включая научную и
технологическую политику.

Статья 3

Стороны будут развивать сотрудничество в области
фундаментальных исследований.

В этой области обе Стороны будут поощрять различные
инициативы, как двусторонние, так и многосторонние,

направленные на поддержку совместных работ и создание материальных условий их реализации.

Статья 4.

Признавая особую важность инноваций и технологического прогресса для развития экономики, Стороны будут стремиться всемерно расширять и стимулировать сотрудничество в сфере промышленных исследований и новых технологий при надлежащем соблюдении соответствующих национальных норм и законодательства, а также международных обязательств в области интеллектуальной и промышленной собственности.

В этих целях будет поощряться установление связей между научно-техническими исследовательскими центрами, университетами, предприятиями и организациями, заинтересованными во внедрении и совместном освоении результатов исследований и разработок.

Статья 5

Исходя из национальных приоритетов, обе Стороны будут способствовать разработке совместных научно-исследовательских и опытно-конструкторских проектов.

С этой целью они будут развивать прямые контакты между исследовательскими институтами, организациями и университетами, которые могут привести к разработке

совместных рабочих программ и заключению специализированных соглашений.

Статья 6

Стороны будут содействовать разработке совместных проектов, которые могли бы вписаться в европейские и международные программы, как существующие, так и будущие, и способствовать более активному подключению ученых и специалистов обеих стран к их реализации.

Статья 7

Сотрудничество в рамках настоящего Соглашения может реализовываться в следующих формах:

- обмен учеными, специалистами и экспертами;
- организация научных и технических стажировок;
- проведение конференций, коллоквиумов и встреч экспертов;
- осуществление научно-исследовательских и технологических проектов;
- породнение лабораторий;
- поддержка инициатив, связанных с развитием технополисов и смешанных внедренческих структур;
- обмен научно-технической информацией и документацией.

Статья 8

В целях обеспечения реализации настоящего Соглашения Стороны создадут Смешанный комитет по научному и

технологическому сотрудничеству, в задачи которого будут входить:

обмен информацией и мнениями по вопросам научной и технологической политики;

анализ и обсуждение хода работ и результатов сотрудничества в рамках настоящего Соглашения;

подготовка и представление сторонам предложений по программам сотрудничества, направленным на реализацию настоящего Соглашения;

принятие рекомендаций по совершенствованию сотрудничества.

Статья 9

Каждая Сторона назначает представителей в Смешанный комитет по научному и технологическому сотрудничеству.

Он будет проводить свои заседания поочередно в Париже и Москве в сроки, согласованные по дипломатическим каналам.

Смешанный комитет по научному и технологическому сотрудничеству может создавать по мере необходимости временные рабочие группы по конкретным областям научного и технологического сотрудничества.

Статья 10

В соответствии с национальным законодательством и нормами, а также международными обязательствами Стороны

будут обеспечивать защиту и в случае необходимости справедливое распределение прав интеллектуальной и промышленной собственности на результаты совместных работ, создаваемые в рамках сотрудничества на основе настоящего Соглашения. Формы распределения этих прав могут быть предметом отдельных соглашений.

Аналогичная защита прав интеллектуальной собственности будет обеспечиваться Сторонами применительно к научно-технической информации, предоставляемой ими друг другу в ходе совместных работ по сотрудничеству в рамках настоящего Соглашения.

Статья II

Каждая Сторона уведомит другую Сторону об осуществлении процедур, необходимых для вступления в силу настоящего Соглашения. Оно вступает в силу с даты получения последнего уведомления.

Настоящее Соглашение заключается сроком на 5 лет и в последующем будет автоматически продлеваться на тот же срок. Соглашение может быть расторгнуто по истечении пятилетнего периода с предварительным письменным уведомлением, направленным за год до его денонсации.

В удостоверение чего представители обеих Сторон, наделенные соответствующими полномочиями, подписали настоящее Соглашение.

Совершено в Москве 28 июля 1992 г. в двух экземплярах, каждый на французском и русском языках, причем оба текста имеют одинаковую силу.

За Правительство
Французской Республики:



Министр научных
исследований и космоса

За Правительство
Российской Федерации:



Заместитель Председателя
Правительства
Министр науки,
высшей школы
и технической политики

[TRANSLATION — TRADUCTION]

AGREEMENT¹ ON SCIENTIFIC AND TECHNOLOGICAL COOPERATION BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC AND THE GOVERNMENT OF THE RUSSIAN FEDERATION

The Government of the French Republic and the Government of the Russian Federation, hereinafter referred to as the "Parties", guided by the Treaty between France and Russia signed on 7 February 1992,² and

Convinced that scientific and technological cooperation is one of the most important foundations of bilateral relations and constitutes an essential element of their stability,

Noting the positive experience acquired by the two countries in developing scientific and technical relations and recognizing the need to improve their joint achievements,

Taking into account the rapid pace of the development of scientific and technological knowledge and the internationalization of science and technology,

Wishing to adapt bilateral cooperation in the fields of science and technology to the new political, economic and social conditions linked, in particular, to the economic reforms under way in Russia and to the process of European integration,

Considering the Agreement on cultural cooperation (articles 7 and 8) between the Government of the French Republic and the Government of the Russian Federation signed on 6 February 1992,

Conscious of the importance of improving the coordination of Franco-Russian relations in all fields of science and technology,

Have agreed as follows:

Article 1

The Parties undertake to promote the development of scientific and technological cooperation in fields determined by mutual agreement, on the basis of equality, reciprocity and mutual benefit.

They shall encourage all scientific and technological links between the two countries, in particular, cooperation on major projects and programmes.

Article 2

The Parties shall contribute to the study of the basic issues related to the development of science and technology, including scientific and technological policy.

Article 3

The Parties shall develop their cooperation in basic research. In this field, they shall encourage the various types of initiatives, both bilateral and multilateral, aimed at supporting joint work and at creating the material conditions for its realization.

¹ Came into force on 20 January 1993 by notification, in accordance with article 11.

² United Nations, *Treaty Series*, vol. 1728, No. I-30175.

Article 4

Taking into account the special importance of innovation and technological progress for the development of their economies, the Parties shall endeavour to broaden and encourage their cooperation in the fields of industrial research and new technologies, subject to their national laws and regulations and their international obligations in respect of intellectual and industrial property.

In that spirit, the establishment of links between scientific and technical research centres, universities, enterprises and organizations concerned with the application of the results of research and development shall be encouraged.

Article 5

Taking into account their national priorities, both Parties shall promote the elaboration of joint research and/or development projects.

To that end, they shall encourage direct contacts between research bodies, universities and research institutions which may lead to the conclusion of specific agreements or the development of joint programmes of work.

Article 6

The Parties shall promote the elaboration of such joint projects as could be integrated in current and future European and international programmes and contribute to more active participation by the academics and specialists of both countries in the realization of such programmes.

Article 7

Cooperation within the framework of this Agreement may, *inter alia*, take the following forms:

- Exchanges of scientists, technical personnel and experts;
- Visits for research and technological purposes;
- Organization of conferences, symposiums and meetings of experts;
- Realization of scientific and technological research projects;
- Twinning of laboratories;
- Support for initiatives aimed at developing science parks and joint structures in the application field;
- Exchanges of information and scientific and technical documentation.

Article 8

In order to ensure the implementation of this Agreement, the Parties shall establish a Joint Committee on Scientific and Technological Cooperation, which shall be mandated to:

- (a) Exchange information and views on issues of scientific and technological policy;
- (b) Examine and discuss the activities jointly undertaken and the results obtained within the framework of this Agreement;
- (c) Prepare and submit to the Parties proposals for cooperation programmes likely to contribute to the implementation of this Agreement; and

(d) Adopt recommendations for the enhancement of the modalities for the implementation of the cooperation.

Article 9

Each Party shall appoint its representatives on the Joint Committee on Scientific and Technological Cooperation.

The Committee shall meet alternately in Paris and Moscow on dates fixed through the diplomatic channel.

The Joint Committee on Scientific and Technological Cooperation may, when necessary, establish temporary working groups on specific fields of scientific and technological cooperation.

Article 10

In accordance with their national laws and regulations and their international obligations, the Parties shall ensure the protection and, if necessary, the equitable division of intellectual and industrial property rights, when the results of the work jointly undertaken within the framework of the cooperation instituted by this Agreement are such as to confer these rights. The modalities for the division of these rights may be the subject of special agreements.

The Parties shall ensure the same protection of intellectual property rights in respect of scientific and technical information provided by one Party to the other within the framework of the cooperation provided for in this Agreement.

Article 11

Each Party shall notify the other of the completion of the procedures required for the entry into force of this Agreement. The Agreement shall enter into force on the date of the receipt of the last notification.

This Agreement is concluded for a period of five years and, thereafter, shall be renewed by tacit agreement. It may be denounced, upon expiration of the five years, by giving one year's written notice.

IN WITNESS WHEREOF the representatives of the two Parties, being duly authorized thereto, have signed this Agreement.

DONE at Moscow, on 28 July 1992, in two original copies, in the French and Russian languages, both texts being equally authentic.

For the Government
of the French Republic:

HUBERT CURIEN
Minister of Research and Outer Space

For the Government
of the Russian Federation:

BORIS G. SALTYKOV
Vice-Chairman
of the Council of Ministers
Minister of Science, Higher Education
and Technological Policy